



Liberté • Égalité • Fraternité

PREFET D'EURE-ET-LOIR

PREFECTURE

Direction de la Réglementation et des Libertés Publiques

Bureau des Elections et de la Réglementation

Affaire suivie par Mme Valérie JUNIET

☎ 02 37 27 72 52

☎ 02 37 27 72 57

Mél : valerie.juniet@eure-et-loir.gouv.fr

Dossier n° 2015/0009

Arrêté portant abrogation d'un système
de vidéoprotection

DRP - DEN-15-0010 .

Le Préfet d'Eure-et-Loir

**Officier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

VU le titre V du livre II du code de la sécurité intérieure, relatif aux dispositions générales en matière de vidéoprotection ;

VU le titre II chapitre III du livre II du code de la sécurité intérieure relatif à la mise en œuvre de systèmes de vidéoprotection ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2015069-0031 du 10 mars 2015 autorisant l'installation d'un système de vidéoprotection situé « CAISSE D'EPARGNE LOIRE CENTRE (mobilbank) », place du 11 août 28400 NOGENT-LE-ROTROU ;

CONSIDERANT la télédéclaration reçue du Service Sécurité « CAISSE D'EPARGNE LOIRE CENTRE » nous informant de l'arrêt total du système autorisé ;

SUR la proposition de M. le Directeur de Cabinet ;



ARRETE

Article 1er – L'autorisation préfectorale concernant l'installation d'un système de vidéoprotection pour l'établissement précité est abrogée.

Article 2 – Le présent arrêté sera publié au **Recueil des Actes Administratifs** de la Préfecture d'Eure-et-Loir.

Il pourra faire l'objet d'un **recours devant le Tribunal Administratif d'Orléans** dans un **déla****i de deux mois** à compter de la date de sa notification à l'intéressée ou de sa publication au document précité.

Article 3 – L'installation d'un système de vidéoprotection sans autorisation est punie de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende sans préjudice des dispositions des articles 226-1 du code pénal et L. 120-2, L. 121-8 et L. 432-2-1 du code du travail.

Article 4 – M. le Directeur de Cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Chartres, le 02 SEP. 2015

Le Préfet,

